

LES PUBLICATIONS DU GOUVERNEMENT

ON RÉCLAME PLUS DE BILINGUISME AU SEIN
DU MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DES MINES
ET DES RESSOURCES

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

A plusieurs reprises, dans le passé, j'ai demandé aux prédécesseurs de l'honorable ministre d'accorder plus d'importance aux publications de langue française qui émanent de son ministère. Constatant le peu de résultats obtenus jusqu'ici, je voudrais demander à l'honorable ministre s'il a l'intention de prendre des mesures en vue d'assurer que les publications qui émanent de son ministère soient imprimées en français aussi bien qu'en anglais?

M. l'Orateur: Je ferais remarquer à l'honorable député que sa question pourrait être inscrite au *Feuilleton* ou débattue, s'il le désire, au moment de l'ajournement.

LA DÉFENSE NATIONALE

LA FERMETURE DE BASES

[Traduction]

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale peut-il nous dire quand il nous dévoilera de façon définitive, probablement à l'appel des motions, les bases canadiennes de défense que le gouvernement compte pouvoir maintenir en activité?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je comprends l'intérêt que mon honorable ami porte à cette affaire et je lui sais gré d'avoir formulé sa question de façon positive. Ce qu'il veut savoir, évidemment, c'est quand je pourrai indiquer les bases qu'il faudra fermer. Je dois dire que nous sommes toujours à étudier cette question, mais comme il reste encore quelques points à tirer au clair, je dois lui répondre par le conventionnel «bientôt».

LE COMITÉ MINISTÉRIEL CANADA-ÉTATS-UNIS

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale pourrait-il nous dire quelles mesures le gouvernement a adoptées pour donner suite à l'une des recommandations du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, savoir que ce serait

une bonne idée de ranimer le comité conjoint États-Unis-Canada qui ne s'est pas réuni depuis cinq ans?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je crois que cette question devrait plutôt être adressée au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les arrangements relatifs aux deux ministères de la défense n'ont pas empêché de fréquentes réunions. En fait, les rencontres sont régulières et, pour ce qui est de mon ministère, les communications avec nos voisins du Sud sont constantes et fréquentes.

LA FERMETURE DES BASES AMÉRICAINES

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au défensif ministre de la Défense s'il a eu des pourparlers avec son homologue des États-Unis au sujet de la fermeture par étapes des bases américaines au Canada et s'il fera connaître à la Chambre le résultat de ces pourparlers?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas eu de négociations comme telles. On nous a informés d'avance de l'annonce projetée par le secrétaire à la Défense des États-Unis. Mais il n'y a pas eu de négociations. Je ne crois pas que nous soyons en mesure de négocier une chose pareille. La base *Argentia*, dont voulait parler le député, je suppose, était une opération navale américaine. Ils ont choisi de la réduire et nous n'y pouvons rien.

M. Lundrigan: Je demanderais au ministre si son ministère interviendra dans le cas de ces bases, afin de combler le vide créé par cet abandon progressif, de façon à protéger notre propre souveraineté et à maintenir l'équilibre économique dans les diverses régions du Canada.

L'hon. M. Cadieux: Monsieur l'Orateur, je crois...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je signalerais aux députés que nous nous engageons dans un débat sur le sujet. Peut-être pourrions-nous passer à autre chose.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. On vient d'annoncer cette semaine l'abandon progressif de deux bases américaines au Canada, ce dont des milliers de personnes se ressentiront. A mon avis, il y a urgence nationale. Nous n'avons pas eu recours à l'article 26 du Règlement pour ajourner la Chambre, pensant que nous aurions le temps de poser ces questions.